

Questions orales

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai accordé la parole au député de Saskatoon-Biggar (M. Hnatyshyn) en raison de la nature évidente du rappel au Règlement. A mon avis, il serait dangereux pour la présidence d'ordonner la poursuite de la période des questions et un rattrapage du temps. Cela me semblerait injuste d'invoquer l'article 43 du Règlement d'une manière qui risque de nous causer des problèmes à l'avenir. La question de temps n'est vraiment pas si importante. Dans ces circonstances toutefois, et en supposant que la Chambre ait la chance d'examiner ce problème plus tard et qu'elle ait le temps de le préciser au cours d'autres discussions, la Chambre pourrait consentir à l'unanimité à ce que la période des questions se poursuive jusqu'à 3 h 10 cet après-midi. La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA BAISSÉ DE LA COTE DU CANADA EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme le Conference Board in Canada a fait la sombre prédiction hier que d'ici un an il y aurait peut-être plus de 800,000 chômeurs, et comme on s'attend que les investissements fléchissent de 1.5 p. 100 cette année et de 2.5 p. 100 encore l'an prochain, le ministre de l'Industrie et du Commerce peut-il dire s'il est probable que les investissements baissent en effet ainsi? Est-il d'accord en outre avec le Crédit suisse qui prétend dans sa lettre cinglante que la cote du Canada en matière d'investissements a subi une baisse en raison en partie de l'application du programme de contrôle des prix et des salaires qui a nui à la productivité, et des méthodes bureaucratiques arbitraires employées par Ottawa?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Industrie et du Commerce): Non, monsieur le président, je ne suis pas d'accord avec la déclaration de cette personne qui vit en Suisse.

[Traduction]

LES CAUSES DU CHÔMAGE AU CANADA SELON LE CRÉDIT SUISSE—LA RÉACTION DU GOUVERNEMENT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme le président du Conseil du Trésor a fait remarquer que nous avons obtenu d'excellents résultats depuis quatre ans dans le domaine financier, le ministre peut-il nous dire si son ministère ou un autre ministère du gouvernement a entrepris une étude pour savoir si notre rendement est aussi élevé qu'on le prétend? Si oui, pourquoi le Canada a-t-il enregistré un taux de chômage—622,000 chômeurs en moyenne—supérieur à celui des pays mentionnés par le président du Conseil du Trésor? Le ministre convient-il avec le Crédit suisse que le taux excessif du chô-

[M. Hnatyshyn.]

mage au Canada est dû aux structures et à la politique mal conçue en vigueur depuis des années qui ont entraîné des déficits budgétaires considérables?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas d'accord avec ce jugement.

LES RÉPERCUSSIONS DU TAUX ÉLEVÉ DES INTÉRÊTS—LES POSSIBILITÉS DE RÉDUCTION

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à l'intention du ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme les taux d'intérêt élevés au Canada, de trois à quatre points au-dessus de ceux qui s'appliquent aux États-Unis, sont devenus un obstacle au développement commercial et un fardeau déraisonnablement lourd pour les propriétaires et les consommateurs, le ministre dirait-il si son ministère a étudié les répercussions négatives qu'ont sur notre économie des taux d'intérêts aussi élevés et s'il a fait, sur la foi de cette étude, des instances auprès du ministre des Finances afin qu'il réduise, comme il est souhaitable, les taux d'intérêts au Canada?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, la politique monétaire du gouvernement est établie par le ministre des Finances, et non pas par le ministre de l'Industrie et du Commerce.

[Traduction]

LES PRÉVISIONS RELATIVES À LA CROISSANCE RÉELLE ET AU CHÔMAGE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à l'intention du ministre de l'Industrie et du Commerce: étant donné que l'Institute for Policy Analysis de l'Université de Toronto prévoit que la croissance continuera d'être lente et que le taux de chômage augmentera encore, étant donné que l'Organisation de coopération et de développement économique nous avertit que notre pays a à faire face à une mini-récession, et étant donné que le Conference Board in Canada craint que l'économie canadienne n'entre en stagnation et ne connaisse qu'une croissance réelle de 3 p. 100 alors que le taux de chômage atteindrait 8.3 p. 100 d'ici la fin de l'année prochaine, le ministre accepte-t-il ces conclusions alarmantes? Dans la négative, dispose-t-il pour le moment d'analyses et de prévisions qui réfutent ces conclusions des plus inquiétantes?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, il est évident que le gouvernement est toujours préoccupé par la situation économique du pays. C'est pourquoi nous avons annoncé dernièrement l'adoption de certaines mesures visant à diminuer le taux du chômage. Nous sommes vraiment préoccupés par la situation, mais je ne crois pas que le Canada se dirige vers une récession, même si l'on prévoit que l'an prochain la croissance économique ne sera pas nécessairement plus élevée que celle de cette année, en termes de pourcentage.